

Une étude de la situation du blé canadien face à la concurrence sur des marchés choisis indique que les causes principales de la tendance à la baisse de la part canadienne sont le manque d'uniformité dans la qualité déterminée par la teneur en protéines...

Le ministre nous annonce un nouveau système de classement, à compter de l'an prochain. Je me réjouis qu'il se soit réveillé, bien qu'il y ait 5, 10 ou 20 ans que les porte-parole des agriculteurs recommandent cette mesure.

Le deuxième point est:

● (12.40 a.m.)

Un manque de souplesse dans l'établissement des prix pour soutenir la concurrence du marché.

Il nous faut être souples à ce sujet. Chaque fois qu'on a manqué de souplesse, nous en avons souffert. Les bas prix ont toujours représenté un avantage pour les agriculteurs des autres pays, même avec des subventions du trésor public. Troisième point, effort insuffisant en vue d'étendre le marché. Si l'on ne fournit pas les finances et le personnel nécessaires à la Commission canadienne du blé, comment peut-elle s'occuper de l'expansion du marché. Elle n'exécutera pas très bien ce travail si elle est paralysée par une politique nationale insuffisante. Quatrième point, l'autonomie croissante des pays importateurs.

Le cinquième point est:

... la concurrence déloyale résultant de l'utilisation de subsides à l'exportation...

Cela se rapporte à un de nos concepts. Nous attendons encore que les cultivateurs canadiens soutiennent la concurrence contre les trésoreries d'autres pays.

Le sixième point est:

... la manière dont les programmes d'exportation subventionnés par l'État sont exécutés par les exportateurs rivaux.

Je le répète, lorsque nombre de nos industries sont subventionnées et aidées financièrement, pourquoi les cultivateurs canadiens devraient-ils s'attendre de vendre leur blé à des prix en baisse, alors que les cultivateurs subventionnés d'autres pays ne s'inquiètent aucunement à quel bas prix tombe le blé sur les marchés d'exportation, parce qu'ils obtiennent toujours leur prix?

**Des voix:** Honte.

**M. Benjamin:** Si la politique du gouvernement fédéral n'assure pas à la Commission du blé l'appui de la nation tout entière, personne ne pourra vendre du blé, pas même un vendeur hors-pair comme le député de Bruce (M. Whicher). Il faut que le gouvernement fédéral autorise la Commission canadienne du blé à consentir des conditions de crédit à faibles taux d'intérêt aux pays importateurs, et prenne maintes autres dispositions qui réclament le soutien du Trésor national.

[M. Benjamin.]

**L'hon. M. Lang:** C'est ce qu'il fait.

**M. Benjamin:** Il est absurde d'attendre des agriculteurs qu'ils fonctionnent dans les conditions actuelles. On dirait que le gouvernement actuel et ses prédécesseurs ont tout fait pour éliminer au plus tôt les fermiers. La politique actuelle va dans ce sens. Le gouvernement, ses experts et ces éditorialistes poseurs, enfermés dans leur tour d'ivoire, parlent toujours de rationalisation. C'est du boniment; en réalité ce qu'ils veulent dire c'est: «Nous devons enlever 100,000 agriculteurs à la terre.» Le gouvernement n'a jamais cessé de favoriser les sociétés agricoles qui viennent s'incruster dans les collectivités rurales, et d'essayer d'éliminer les entreprises agricoles familiales compétentes et indépendantes. Voilà ce qu'a été la politique gouvernementale et le programme actuel de paiements à l'acre, quoi qu'en aient dit depuis quelques jours les porte-parole des libéraux et quoi qu'ils continuent d'en dire pendant les prochains deux ou trois mois, n'apportera pas d'argent comptant aux agriculteurs.

Dire que le programme aidera l'industrie agricole de l'Ouest du Canada, c'est propager un mythe. Je partage l'avis du député d'Assiniboia (M. Douglas): la subvention de \$10 l'acre est insuffisante. Vendredi, samedi et dimanche, je me suis entretenu avec des agriculteurs de diverses régions de la Saskatchewan. Ceux qui ont des sols humides doivent les mettre en jachère d'été plusieurs fois; ces \$6 n'en couvriront pas le coût. Dans les régions humides et à supposer qu'il y ait assez de pluie, ces \$6 seront à peine suffisants. Une fois les \$6 dépensés, ils laisseront pousser les mauvaises herbes.

Le programme du ministre se traduira par l'usage d'herbicides sur un grand nombre de terres et la pollution qui s'ensuivra et dont nous ignorons les effets sur le sol, l'eau et les produits alimentaires qui y seront plus tard cultivés. Nombre de cultivateurs de la région de Melfort-Tisdale ont dit qu'il en coûte environ \$4 l'acre pour préparer la terre à la semence de graine fourragère. Il est donc clair que le programme est insuffisant. Ce n'est pas une incitation. Un agriculteur, établi quelques milles au Nord de la frontière américaine, dans la circonscription du député d'Assiniboia, m'a téléphoné cet après-midi me disant qu'il a 600 acres ensemencées et 600 en jachère d'été. Il a toujours exploité sa ferme de cette façon-là. Compte tenu de la précipitation moyenne et de la légèreté du sol dans cette région du pays—le député d'Assiniboia la connaît probablement mieux que moi—je pense qu'il serait juste de dire que, si le